HAL open science

Restrictions migratoires de l'administration Trump

Olivier Richomme

To cite this version:

Olivier Richomme. Restrictions migratoires de l'administration Trump. Recherches Internationales, 2021, Etats-Unis : le désastre des années Trump, 2021 (120), pp.111-126. 10.3406/rint.2021.1800 . hal-03878348

HAL Id: hal-03878348

https://hal.science/hal-03878348v1

Submitted on 29 Nov 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

RESTRICTIONS MIGRATOIRES DE L'ADMINISTRATION TRUMP

Olivier Richomme *

Le pari faustien du Parti républicain

Les Républicains qui se sont ralliés à la candidature improbable de Donald Trump en 2015 étaient convaincus que si, par le plus grand des miracles, il était élu président des États-Unis, ils parviendraient à forcer ce novice en politique à passer les mesures phares du parti (baisses d'impôts, dérégulation et démantèlement de l'État providence). Lorsqu'il obtint l'investiture du Parti républicain, le calcul politique du cynique était assez simple. Puisqu'aucun scandale, aucune attaque ne semblait décourager sa base, s'opposer frontalement à Trump pour une question de principe ne servirait qu'à s'attirer les tweets du candidat et les foudres de ses supporters. De leur point de vue, le pari faustien de Mitch McConnell et Paul Ryan (leaders respectifs des majorités républicaines dans les deux chambres du Congrès) fut le bon. Contre toute attente, Trump remporta l'élection présidentielle et, soutenus par leur majorité parlementaire, les Républicains ont obtenu des dérégulations dans presque tous les domaines, des baisses d'impôts massives pour entreprises ainsi que les Américains les plus riches, et surtout trois nominations de juges conservateurs à la Cour Suprême qui ont fait basculer le point d'équilibre de la Cour en faveur des conservateurs et représente l'héritage politique de Donald Trump pour plusieurs

* Université Lyon 2.

décennies. Toutefois, l'essence de la présidence Trump se trouve ailleurs. À peine élu, Trump n'a pas cherché à négocier avec le Congrès pourtant à majorité républicaine, mais s'est fendu d'une série de décrets très controversés visant les ressortissants de pays musulmans, les demandeurs d'asile et les immigrés en situation irrégulière. Ces mesures étaient le souhait de deux de ses conseillers, Steve Bannon et Stephen Miller, et non des dirigeants du Parti républicain.

Donald Trump : Cheval de Troie de l'extrême droite

Au moment de la campagne, les vétérans du mouvement conservateur étaient dans leur grande majorité très suspicieux à l'égard de Trump. La personnalité du candidat ainsi que ses thèmes de prédilection attirèrent donc deux types d'opportunistes. Premièrement, les idéologues de ce que certains qualifient de « droite alternative », mais qui sont, dans d'autres pays, désignés comme l'extrême droite et qui ont vu en Donald Trump un moyen de gagner en légitimité et en notoriété. Steve Bannon, par exemple, le cofondateur du site d'extrême droite *Breitbart*, devint l'architecte de la stratégie de la campagne de Trump dans l'espoir d'avancer sa vision xénophobe, islamophobe et antisémite. Ce dernier fut un des conseillers principaux de Trump à la Maison-Blanche jusqu'en août 2017. Il fut congédié une semaine à peine après la tragique manifestation de membres néonazis à Charlottesville en Virginie. Deuxièmement, un certain nombre de professionnels de la politique, des républicains dont la carrière avait mal tourné, ont pensé que rejoindre la campagne Trump leur permettrait d'accéder ou de revenir au pouvoir[1]. Toutefois, ces quelques républicains de renom ont rapidement été écartés de l'entourage de Trump, ne laissant place qu'aux idéologues. Les plus fortes personnalités ont été limogées non sans avoir préalablement placé certains de leurs protégés au cœur de l'exécutif.

[1] Par exemple, Chris Christie, l'ancien gouverneur du New Jersey qui fut en charge de l'équipe de transition ou bien Newt Gingrich, ancien président ultraconservateur de la Chambre des représentants dans les années 1990, qui fut consultant pour la campagne de Trump et dont l'épouse fut nommée ambassadrice au Vatican par Trump.

Membre bien établi du Congrès, le sénateur américain de l'Alabama, Jeff Sessions, fut l'un des premiers élus de renom à soutenir la candidature de Donald Trump. En février 2017, il fut nommé ministre de la Justice. Sessions est un personnage primordial, car il réussit à placer plusieurs de ses anciens collaborateurs qui lui ont survécu. Steve Miller, un des conseillers principaux de Donald Trump, était le directeur de la communication du sénateur Sessions[2]. Miller est un farouche partisan des restrictions migratoires et a été l'un des principaux architectes de la politique migratoire tant controversée de Trump. Gene Patrick Hamilton, ancien conseiller du sénateur Sessions, fut conseiller de la campagne Trump et de l'équipe de transition pour les questions liées à l'immigration. Il est ensuite devenu conseiller principal de John Kelly alors que celui-ci était ministre de la Sécurité intérieure (*Department of Homeland Security* (DHS)), où il a rédigé et défendu les interdictions de voyage pour les musulmans (*Muslim Ban*) et la tentative d'abrogation du programme de protection des immigrés clandestins mineurs mis en place par Barack Obama (*Deferred Action for Childhood Arrivals* (DACA)). Ensuite, il a retrouvé Sessions au ministère de la Justice, dans une position lui permettant de participer à l'application des politiques antimigratoires qu'il avait élaborées au DHS. Rick Dearborn, ancien directeur de cabinet du sénateur Sessions, a été directeur exécutif de l'équipe de transition présidentielle de Trump, avant d'être nommé directeur de cabinet adjoint pour la Maison-Blanche, chargé des affaires législatives. Rob Luther, un des avocats-conseils du président était, quant à lui, conseiller de Jeff Sessions à la commission judiciaire du Sénat fédéral. Enfin, John Walk, un des avocats conseils de la Maison-Blanche, n'est autre que le gendre de Jeff Sessions. Donald Trump n'étant pas un politicien de carrière, donc sans réel réseau à Washington, il dut compter sur d'autres vétérans, tels que Sessions, pour fournir le personnel nécessaire à son administration. De surcroît, les candidatures hautement qualifiées désireuses de travailler pour une présidence si controversée étaient moins nombreuses qu'à l'accoutumée. Cependant, il existe une vraie cohérence dans le recrutement de l'exécutif puisqu'à de nombreux postes clés on

[2] Le poste de conseiller du président est extrêmement important. Contrairement à celui de ministre il n'a pas de cadre. Cela signifie que la personne qui l'occupe à la confiance du président et ses responsabilités peuvent être très vastes.

retrouve des personnes dont les positions peuvent être taxées de « nationaliste blanc » et/ou de « nativiste ».

Julie Kirchner fut une des personnes qui vit dans la victoire de Trump une opportunité de faire valoir leurs positions extrêmes en matière d'immigration. Kirchner dirigea de 2007 à 2015 la très conservatrice *Federation of American Immigration Reform* (FAIR). En mai 2017, elle est devenue l'Ombudsman (défenseur des droits) des services de la citoyenneté et de l'immigration (USCIS) au sein du DHS. John Freere, ancien analyste pour le *Center for Immigration Studies*, le *think-tank* de FAIR, fut quant à lui conseiller de Thomas D. Homan, le directeur par intérim de l'agence chargée d'interpeler et d'expulser les immigrés en situation irrégulière (Immigration and Customs Enforcement (ICE)). L'administration Trump a donc permis à une organisation d'extrême droite d'accéder à des postes de responsabilité au sein de l'exécutif. Le rapprochement de FAIR et de l'administration Trump a commencé dès l'élection de ce dernier quand en novembre 2016 Kirchner prit part au groupe de travail étudiant la possibilité de séparer les mineurs et de leurs parents en tant que moyen de dissuader l'immigration vers les États-Unis. Ce groupe de réflexion comprenait notamment Stephen Miller et Gene Hamilton, mais aussi Dimple Shah, qui fut chargée des affaires internationales pour le sous-directeur de la stratégie du DHS, ainsi que Kathy Nuebel-Kovarik, ancienne assistante parlementaire du sénateur républicain Chuck Grassley, devenue directrice des politiques et de la stratégie de l'USCIS. Les ministres et hauts fonctionnaires s'avérant incapables de ralentir l'arrivée des migrants furent bientôt remplacés par des fidèles ou des idéologues. Par exemple, le remplaçant par intérim de Francis Cissna, pourtant architecte discret du « mur invisible » de Donald Trump[3], à la tête du USCIS fut Ken Cuccinelli, un homophobe notoire qui traîna en justice un scientifique étudiant le changement climatique lorsqu'il était ministre de la Justice de l'État de Virginie, car ses vues sur le sujet allaient à l'encontre des siennes. Cuccinelli alla jusqu'à déclarer dans la presse vouloir revenir sur le droit du sol, pourtant inscrit dans le 14e amendement de la Constitution américaine.

[3] Ce mur invisible est un mur administratif maintenant les immigrés hors des États-Unis.

Donald Trump, l'homme d'affaires qui cherchait à monétiser son image par la politique, n'était en fait, d'un point de vue idéologique, qu'une coquille vide qui ne demandait qu'à être remplie par les plus opportuns. En infiltrant l'exécutif, les idéologues d'extrême droite ont obtenu par la voie administrative ce qu'ils ne pouvaient obtenir par la voie législative.

La fausse promesse d'un mur à la frontière mexicaine

Au cours de sa campagne, Donald Trump promit la construction d'un « grand et beau » mur entre les États-Unis et le Mexique. Une grande partie du mur avait pourtant déjà été construite sous l'administration Bush, instrumentalisant la peur du 11 septembre pour « protéger » les États-Unis des menaces étrangères. Trump se soucie peu du fait que la majorité des immigrés en situation irrégulière entre aux États-Unis légalement. Le but n'est évidemment pas de trouver une solution à un problème complexe, mais d'attiser le ressentiment envers la communauté latino. Construire un mur sans interruption est techniquement difficile, très coûteux et, de surcroît, inefficace, car le désert est un obstacle naturel si dangereux que peu d'immigrés risquent désormais de le traverser. Mais le président tenait à sa promesse de campagne. Le 25 janvier 2017, il signa le décret 13767 instaurant la construction d'un mur le long de la frontière sud des États-Unis. Cependant, le président ne parvint pas à obtenir le financement de son mur malgré sa majorité républicaine au Congrès. Inexplicablement, en 2019, après avoir perdu la Chambre des représentants en 2018, il tenta pourtant d'obtenir ce financement des Démocrates qui n'avaient aucune incitation politique à le faire, bien au contraire. Par conséquent, en janvier 2019, Donald Trump força la plus longue fermeture de l'État fédéral (*shutdown*) de son histoire. Une telle décision, politiquement coûteuse, n'a de sens que si le président est convaincu que sa rhétorique xénophobe est une question primordiale pour sa base. La majorité démocrate, élue en partie sur la promesse de limiter Trump, a tenu bon. Face à ce blocage, le président décida encore une fois d'agir unilatéralement en invoquant le pouvoir de l'exécutif en matière d'état d'urgence. Il annonça que, face à une crise sans précédent à la frontière, il avait l'autorité de ponctionner des fonds alloués au ministère de

la Défense (plusieurs milliards de dollars) pour la construction d'un mur à la frontière. Cette manœuvre va à l'encontre des pouvoirs du Congrès américain. Le contrôle de l'allocation des fonds représente un des principaux freins au pouvoir exécutif. Face à cette confrontation entre les deux pouvoirs, c'est de nouveau le judiciaire qui fut amené à trancher. Si Trump refusa d'abandonner l'idée d'un mur, c'est parce qu'il est devenu le symbole de sa présidence et c'est pourquoi il lui était si compliqué politiquement de s'en défaire. Le mur symbolise l'isolationnisme poussé à son paroxysme et la fin de l'immigration non blanche. Littéralement, le dernier rempart contre ce que Fox News caractérise d'« invasion ». Déployer l'armée à la frontière permit de confirmer l'imminence de la menace et renforça un peu plus la militarisation de cette zone, alors que la tâche à la frontière mexicaine est avant tout humanitaire. Cette situation de crise permit au président de prouver sa fermeté face au « péril migratoire » et de se présenter comme le protecteur de la nation. Trump se présenta comme le garant de l'identité américaine menacée par cette arrivée massive d'étrangers inassimilables et indésirables.

L'interdiction de voyager pour les musulmans

Une des nombreuses promesses électorales de Donald Trump était de mettre un frein « complet et total » à l'arrivée de musulmans sur le sol américain. Il affirma au cours de sa campagne que des terroristes utilisaient le programme d'accueil des réfugiés pour entrer dans le pays. À peine en fonction en janvier 2017, il a tenu sa promesse de campagne en signant un de ces premiers décrets présidentiels (Executive Order 1379) interdisant l'entrée aux États-Unis pour les ressortissants de 7 pays à majorité musulmane[4]. Cette action unilatérale, sans aucune concertation avec sa majorité républicaine au Congrès hostile à une telle mesure, annonça très tôt l'idée que l'administration Trump se faisait de la gouvernance. La précipitation et l'amateurisme de la mise en place de cette interdiction de voyager créa une panique généralisée dans tous les aéroports du pays. Cette mesure déclencha de nombreuse

[4] Ces 7 pays à majorité musulmane ne comptaient pas d'alliés des États-Unis, tels que l'Arabie Saoudite, dont l'administration Trump fut particulièrement proche, même après l'assassinat du journaliste Jamaal Khashoggi.

manifestations spontanées et souleva l'indignation d'une grande partie de la nation. Mais, surtout, les déclarations tonitruantes du président (surtout sur Twitter) qui insistait sur le fait que cette interdiction visait directement les musulmans (*Muslim Ban*) suggérait que ce décret était de nature discriminatoire et donc anticonstitutionnelle. Afin de contourner la difficulté juridique d'une mesure visant spécifiquement un groupe religieux, le gouvernement prétendit que cette interdiction n'était motivée que par des considérations sécuritaires et s'inscrivait dans la politique de lutte contre le terrorisme. Néanmoins, des tribunaux fédéraux bloquèrent (à trois reprises) les différentes versions du décret. Le 26 juin 2018, la Cour suprême fut amenée à se prononcer sur la constitutionnalité de la troisième mouture du décret. La Cour infirma l'opinion de la juridiction inférieure et confirma la dernière version du décret dans un vote de 5 voix contre 4, suivant un partage désormais bien familier entre juges conservateurs et juges progressistes. Cette troisième version du décret présidentiel limitait l'accès des États-Unis aux ressortissants de huit pays[5]. Fort de ce succès juridique, en janvier 2020, le gouvernement ajouta d'autres pays à sa liste : le Nigeria, Myanmar, l'Érythrée, le Kirghizistan, le Soudan et la Tanzanie. Ou en d'autres termes, ceux que M. Trump qualifia, dans un autre contexte, de « pays de merde »[6].

Le droit d'asile remis en question

Dès son arrivé à la Maison-Blanche, Stephen Miller n'eut de cesse de convaincre Donald Trump que le droit d'asile devait être réduit, voire éliminé. Le président fit constamment référence au droit d'asile comme une faille dans la politique migratoire des États-Unis[7]. Le but du gouvernement fut donc de réduire le nombre de réfugiés de façon drastique. Tous les ans, l'exécutif définit le nombre maximum de réfugiés qui seront admis aux États-Unis.

---

[5] Aux six pays à majorité musulmane que sont l'Iran, l'Irak, la Syrie, la Somalie, la Libye et le Yémen furent ajoutés la Corée du Nord et le Venezuela.

[6] Ibram X. Kendi, « The Day shithole Entered the President Lexicon », The Atlantic, 13 janvier 2019.

[7] « President Donald J. Trump Is Working to Stop the Abuse of Our Asylum System and Address the Root Causes of the Border Crisis », 29 avril 2019, <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/president-donald-j-trump-working-stop-abuse-asylum-system-address-root-causes-border-crisis/>.

Pour 2020, la limite fut fixée à 18 000, soit le nombre le plus bas depuis 1980, l'année de la création du programme fédéral d'accueil des réfugiés. Grâce à ce dernier, les États-Unis accueillaient le plus grand nombre de réfugiés au monde. À titre de comparaison, le nombre de réfugiés reçus sur le sol américain tomba à 27 000 après les attaques du 11 septembre 2001. Les plafonds arrêtés par Bush et Obama ne furent jamais inférieurs à 70 000. Depuis l'arrivée au pouvoir de Trump, parmi ce nombre très limité de réfugiés, la part des musulmans a aussi fortement baissé. Cette réduction intervient alors que le nombre de demandeurs d'asile est au plus haut dans le monde depuis la Seconde Guerre mondiale.

Séparation des familles

Dès novembre 2016, l'administration Trump étudia la possibilité de séparer les enfants de migrants de leurs parents afin de décourager l'immigration clandestine, mais aussi les demandes d'asile, en mettant les parents devant un choix impossible : continuer la procédure d'immigration séparés de leurs enfants ou bien être renvoyés chez eux avec leurs enfants. Dès le mois de mars 2017, le ministère de la Sécurité intérieure (DHS) examina une proposition visant à séparer les parents de leurs enfants s'ils étaient arrêtés alors qu'ils tentaient de franchir la frontière. De juillet à octobre 2017, l'administration Trump mit en œuvre un programme pilote pour sa politique dite de « tolérance zéro ». À El Paso, les familles ont été séparées, y compris celles qui demandaient l'asile. Les enfants ont été envoyés dans des centres d'accueil, décrits plus tard par certains élus démocrates comme des camps de concentration. En avril 2018, le ministre de la Justice Jeff Sessions ordonna aux procureurs fédéraux d'adopter immédiatement « une politique de tolérance zéro pour toutes les infractions ». L'entrée illégale sur le sol américain était désormais un délit. Auparavant, les condamnations pénales étaient réservées aux personnes qui avaient commis le crime de revenir illégalement aux États-Unis après leur renvoi. Le scandale qui s'ensuivit découla notamment du fait que l'administration s'avéra incapable de retrouver les enfants, placés parfois en famille d'accueil, dans un délai raisonnable. Les témoignages de mères déclarant qu'on leur avait arraché leurs bébés des bras et que l'administration américaine était incapable de les retrouver détériorèrent un peu plus l'image de l'équipe Trump.

À cela il fallut ajouter les reportages décrivant les conditions de détention de ces mineurs dans des cellules surpeuplées, cellules ressemblant à des cages. La séparation des familles et les terribles conditions de détention d'enfants de migrants conduisirent à la démission en série de hauts responsables de l'administration Trump, parmi lesquels la ministre de la Sécurité intérieure, Kirsten Nielsen, en avril 2019. Le départ de Nielsen fut également lié en partie à la manière dont elle géra l'enquête sur l'ingérence de la Russie lors des élections de 2016, mais sa démission est à replacer dans le contexte plus large d'un grand remaniement de l'exécutif. Randolph Alles à la tête des services secrets, mais aussi John Mitnick, haut conseiller au ministère de la Sécurité intérieure, ainsi que Francis Cisna, directeur du USCIS, furent limogés. Enfin, en juillet 2019, John Sanders, le commissaire (par intérim) aux douanes et à la protection des frontières (US Customs and Border Protection [CBP]), dut démissionner après un autre scandale concernant le traitement des mineurs étrangers en détention, dans des installations qui n'avaient jamais été conçues à ces fins. Au moment de l'élection présidentielle de novembre 2020, l'administration Trump n'avait toujours pas été capable de retrouver les parents de 545 mineurs[8].

Protocoles de protection des migrants (*migrant protection protocols*)

L'administration Trump prit une décision inédite, celle de forcer les demandeurs d'asile en provenance d'Amérique latine d'attendre la décision de l'État américain en dehors de ses frontières. Les délais d'attente pour obtenir l'asile étant très longs, le système étant engorgé et mal financé, de nombreux demandeurs « disparaissaient dans la nature », ne se présentant jamais devant le juge et restaient donc aux États-Unis illégalement. De plus, les tribunaux d'immigration, une soixantaine au total, dépendent du ministère de la Justice qui peut à tout moment édicter de nouvelles directives. L'administration Trump força donc les demandeurs d'asile en provenance du Guatemala, du Honduras et du Salvador, particulièrement nombreux ces dernières années à cause de la détérioration de la situation politique dans ces pays, d'attendre le

[8] Nicole Narea, « Lawyers can't find the parents of 545 children after separation by Trump », *Vox*, 21 octobre 2020.

traitement de leurs dossiers de l'autre côté de la frontière mexicaine. Créant ainsi une crise sanitaire sur le sol mexicain.

Accords avec des pays tiers (*safe third country agreements*)

Puisque les Mexicains restent plus nombreux à demander l'asile aux États-Unis, notamment à cause des violences liées aux cartels, l'administration républicaine tenta de trouver un stratagème pour empêcher les ressortissants mexicains, mais aussi d'Amérique centrale, de mettre le pied aux États-Unis. En janvier 2020 l'administration Trump annonça que le Guatemala allait prendre en charge un certain nombre de demandes d'asile de ressortissants honduriens et salvadoriens, mais aussi mexicains. Une sorte de sous-traitance du droit d'asile. Alors que la communauté internationale s'interrogeait sur la capacité du Guatemala à accueillir des réfugiés, Trump chercha à mettre les demandeurs d'asile, qui sont majoritairement des femmes et des enfants, devant un choix encore une fois cornélien : ne pas demander l'asile, ou demander l'asile et courir le risque d'être déporté au Guatemala. Nous voyons ainsi que l'équipe Trump, et en son sein Stephen Miller en particulier tentèrent tout simplement de démanteler le programme d'accueil des réfugiés.

La fermeture de la frontière pour raison sanitaire

Le 20 mars 2020, sous couvert de lutte contre la pandémie de Covid-19, l'administration Trump ferma les frontières en invoquant une loi de 1944 (42 U.S.C. § 265) protégeant les États-Unis contre l'arrivée de personnes porteuses de maladies contagieuses. Pourtant, durant les 20 années d'existence de cette loi, le Congrès avait mis en place des exceptions pour les réfugiés et les mineurs non accompagnés. L'administration Trump les ignora et ordonna au Center For Disease Control (CDC) de ne pas les mentionner. La presse révéla que le CBP utilisa cette absence de protection pour expulser des milliers de réfugiés et des centaines de mineurs. C'est donc l'autorité du Congrès en matière législative (telle que la loi sur le droit d'asile de 1980) qui fut balayée d'un revers de main par l'exécutif. Les professionnels de santé ont aussi attiré l'attention du gouvernement sur le fait que les camps de détention des réfugiés ou des mineurs non accompagnés permettaient au virus de se propager plus rapidement et étaient donc contreproductifs si

l'objectif réel était d'enrayer la pandémie. En pratique, cette mesure mit fin au droit d'asile aux États-Unis. Entre mars et juillet, plus de 100 000 personnes se sont vues expulsées des États-Unis sans entretiens et sans recours[9]. La seule justification fut sanitaire. Dans la rhétorique de l'administration Trump, la pandémie permet de présenter ces réfugiés comme une menace à la sécurité nationale et d'instrumentaliser la peur de l'étranger, vecteur de maladies, qui accompagne toutes les campagnes de restrictions de l'immigration aux États-Unis depuis le milieu du XIXe siècle.

La déportation des mineurs en suspens (*DACA*)

Depuis la fin du programme *bracero* en 1964 et la fermeture effective de la frontière entre les États-Unis et le Mexique, pratiquement tous les présidents ont été confrontés à la question de l'immigration illégale. L'hypocrisie en la matière est partagée. La main-d'œuvre mexicaine peu qualifiée est inexorablement attirée par le marché états-unien (depuis 20 ans elle fuit aussi les narcotrafiquants). Les consommateurs aux États-Unis veulent payer leurs produits moins chers et les employeurs préfèrent sous-payer leurs ouvriers pour garder leurs marges bénéficiaires. Des pans entiers de l'économie de certains États reposent entièrement sur cette main-d'œuvre illégale qu'on estime aujourd'hui à 11 millions de personnes sur l'ensemble du territoire[10]. Le renvoi à la frontière d'un si grand nombre de personnes est tout bonnement impossible. Mais la dernière vague de régularisation massive date de 1986 (3 millions de régularisations) et ce mot est devenu un *casus belli* pour les Républicains. D'après eux, l'entrée illégale sur le sol américain doit être punie et non récompensée. La seule réponse apportée est donc celle du renvoi à la frontière. Dans l'espoir d'obtenir du Congrès une grande réforme de l'immigration, Barack

[9] Joel Rose, « Ending 'Asylum As We Know It' : Using Pandemic To Expel Migrants, Children At Border », *NPR*, 6 août 2020.

[10] Si on peut parler d'hypocrisie, c'est parce qu'un grand nombre de ces immigrés sont techniquement en situation irrégulière, mais puisque les employeurs sont peu regardants ils travaillent en étant déclarés, ils payent donc des impôts. Ils ont parfois un permis de conduire, une voiture, un compte en banque, un emprunt immobilier, ils sont donc propriétaires de leur maison et ont parfois des enfants nés sur le sol américain, donc citoyens. On n'arrive pas au nombre de 11 millions de personnes en situation irrégulière par hasard. Tous les acteurs du système économique y trouvent leur compte.

Obama augmenta même le nombre de renvois à la frontière, au point d'être surnommé le « *deporter-in-chief* ». Toutefois, il est un groupe d'immigrés illégaux qui concentre un certain nombre des tensions politiques liées à cette question, celle des enfants arrivés (ou qui sont restés) aux États-Unis sans autorisation.

La question des immigrés illégaux arrivés aux États-Unis alors qu'ils étaient mineurs ne devrait pas, en toute logique, être un problème politique inextricable. L'argument du Parti républicain visant à criminaliser les entrées illégales ne s'applique pas ici puisque ces jeunes ne peuvent être tenus responsables du crime de leurs parents. Depuis 2001, un projet de loi, le DREAM Act, cherche à donner un statut à ces jeunes qui vivent, travaillent, étudient aux États-Unis et qui, pour certains, n'ont jamais connu leur pays d'origine. À la suite du DREAM Act, ces personnes sont appelées les *Dreamers*. Toutefois, le Congrès s'avéra incapable de voter cette loi, ni sous George W. Bush qui était pourtant favorable à une grande réforme de l'immigration, ni sous Obama. Ce dernier, en 2012, décida d'utiliser son pouvoir discrétionnaire en matière d'immigration pour créer un programme (DACA : *Differed Action for Childhood Arrivals*) permettant aux *Dreamers* de rester sur le sol américain pendant deux ans renouvelables et d'y travailler légalement. Cette situation était bien précaire puisque temporaire par nature et sans possibilité d'obtenir une carte verte ou *in fine* la citoyenneté américaine (contrairement au DREAM Act). Certains y ont vu un appel du pied de l'administration Obama à la communauté latino avant les élections de 2012. Mais force est de constater que le programme fut un succès puisqu'environ 800 000 personnes ont profité de ce programme depuis sa mise en place. DACA étant autofinancé, le Congrès n'a pas de moyen d'y mettre fin. Bien qu'il ait été créé par un décret présidentiel, et non une loi du Congrès, la constitutionnalité du programme fut validée par les cours fédérales.

Lors de sa campagne présidentielle, Donald Trump promit qu'il mettrait fin au DACA dès son premier jour au pouvoir. Pourtant, un nouveau décret présidentiel invalidant le DACA était politiquement dangereux pour les Républicains. En effet, annoncer à 800 000 personnes innocentes qu'elles allaient être renvoyées dans leur pays d'origine est une action très délicate politiquement. Ces personnes participent pleinement à la vie du pays, ne sont pas des criminels et ont fait confiance à l'État fédéral en sortant de

l'ombre et en acceptant de se soumettre aux services administratifs américains. Tout changement de position de l'État apparaitraît comme une trahison. Trump tenta donc de satisfaire la faction de sa base électorale hostile au DACA sans s'exposer politiquement. C'est le ministère de la Sécurité intérieure (DHS) qui annonça en 2017 que le programme DACA serait interrompu car il était illégal. Or, le DHS n'a pas l'autorité de déclarer ce programme illégal. Suite à un procès intenté par les associations de défense des droits des immigrés et les Démocrates, les cours fédérales ont déclaré que le DACA ne pouvait pas être suspendu de cette façon par l'exécutif. Ce dernier fit de nouveau appel à la Cour suprême, sans succès cette fois. Pourtant, le DACA peut être interrompu à tout moment par un nouveau décret présidentiel. Mais Trump ne voulait pas porter la responsabilité politique de cette décision. Il demanda donc au directeur du DHS par intérim de suspendre le DACA au moins le temps de la campagne présidentielle. Mais, dès le mois de décembre, les juges fédéraux ont indiqué qu'un directeur par intérim n'avait pas l'autorité de prendre un telle décision. En attendant, le sort de centaines de milliers de *Dreamers* reste en suspens. Joe Biden a indiqué qu'il comptait renforcer le DACA, mais, sans action législative du Congrès, ce dispositif reste à la merci de la majorité conservatrice à la Cour suprême.

L'autre immigration choisie : la guerre contre les pauvres

Les milieux d'affaires et le patronat savent que l'immigration est un vecteur économique majeur pour les États-Unis. Des pans entiers de l'économie américaine tels que l'agriculture, l'hôtellerie ou la restauration dépendent de l'immigration, souvent illégale. Les Asiatiques, fustigés par Trump, sont souvent montrés en exemple par les conservateurs et taxés de « minorité modèle » à cause de leur haut niveau de qualification et leur capacité d'intégration. Les Républicains classiques, proches du monde de l'entreprise, tels les frères Koch qui ont façonné le parti républicain depuis plusieurs décennies, entendent tirer profit de la mondialisation et de la libre circulation de la main d'œuvre bon marché. Toutefois, le patronat américain est très sensible à la lutte contre l'assistanat. L'administration Trump essaya donc de réconcilier le monde des affaires avec celui des restrictions à l'immigration.

En août 2019, l'exécutif annonça qu'il allait utiliser et mettre à jour une règle, appelée *public charge rule*, qui permet aux services d'immigration de refuser l'obtention ou le renouvellement des titres de séjour (cartes vertes) si les personnes concernées avaient bénéficié d'aides sociales pendant les trois années précédant leur demande. Cette aide sociale peut prendre la forme de coupons alimentaires (*food stamps*) ou bien d'assurance maladie publique pour les plus démunis (*Medicaid*). Cette règle ne concernait avant qu'un pour cent des demandes, la révision de l'administration Trump pourrait impacter de façon négative plus d'un quart des demandes[11]. Avant cette révision, l'administration avait déjà utilisé cette règle pour refuser un très grand nombre de titres de séjour. Alors que l'administration Obama en avait refusé 1 033 en 2016, l'administration Trump en a refusé 12 000 en 2017[12]. Plusieurs juges fédéraux furent saisis et bloquèrent la mise en place de cette règle jusqu'à ce que la Cour suprême, encore une fois, valide la constitutionnalité de cette mesure en janvier 2020. C'est de nouveau Stephen Miller qui fut à l'origine de cette initiative, dont l'avantage est double. D'abord, elle donne à la présidence Trump un fort message sur lequel il avait déjà appuyé sa campagne présidentielle de 2016, mais aussi celle des élections de mi-mandat de 2018. Seuls les immigrés riches sont un bénéfice pour la société américaine. Les immigrés pauvres sont un poids pour l'économie américaine et viennent profiter des services publics américains. Cette vision tronquée et simpliste de l'immigration, la logique du bouc émissaire, permet d'offrir un exutoire à la colère d'une partie de l'électorat. Mais d'un point de vue idéologique, le nativisme est renforcé au sein du Parti républicain, car la guerre contre l'immigration rejoint ainsi la guerre contre l'assistanat, thème primordial de la droite américaine.

Conclusion

Les élus républicains qui auraient le malheur de penser que l'immigration pourrait être un bénéfice pour l'économie

[11] Samanta Artiga, Rachelle Garfield, Anthony Damico, « Estimated Impacts of Final Public Charge Inadmissibility Rule on Immigrants and Medicaid Coverage », *Kaiser Family Foundation*, 18 septembre 2019.

[12] Susannah Luthi, « Supreme Court allows Trump to enforce "public charge" immigration rule », *Politico*, 27 janvier 2020.

américaine sont attaqués par la droite comme étant anti-américains et favorisant l'assistanat. L'espace politique pour de tels élus s'est réduit à mesure que le Parti républicain s'est « trumpisé ». Le GOP continue sa mue vers plus de nationalisme, d'isolationnisme et de xénophobie. Bien que Joe Biden ait gagné l'élection présidentielle, il devra essayer de gouverner avec un Parti républicain dont les valeurs semblent aux antipodes de celles du Parti démocrate et dont l'opposition systématique est devenue la seule et unique stratégie. Dans ces conditions, une réforme ambitieuse et cohérente des politiques migratoires dont le pays a pourtant cruellement besoin paraît inenvisageable. Donald Trump pourrait ne plus jamais se présenter à une élection, pourtant il aura remodelé le Parti républicain à son image. La moitié des élus républicains à la Chambre de représentants ont été élus après 2016. Les modérés et les républicains « traditionnels », tels que Paul Ryan, ont soit perdu les élections, soit pris leur retraite politique. Ils ont laissé place aux « nationalistes blancs » et autres partisans des théories du complot. Trump a certes apporté des baisses d'impôt massives pour les plus riches et les entreprises ainsi que de nombreuses nominations de juges fédéraux, notamment à la Cour suprême. Mais le prix à payer fut élevé, avec notamment un démantèlement complet du système migratoire des États-Unis par la voie administrative. Joe Biden pourra, avec le temps, revenir sur la plupart des mesures prises par l'exécutif, mais il n'est pas dit que le Parti républicain, dans sa forme actuelle, se remette de cette attaque contre ce que certains considèrent comme les valeurs fondamentales de la République américaine. Mitch McConnell a gagné son pari faustien, mais le Parti républicain y a peut-être perdu son âme.

Olivier Richomme

Résumé :
Le président Trump n'aura au final à son actif qu'une seule grande victoire législative, celle d'une baisse d'impôts massive pour les entreprises et les Américains les plus riches. Mais ce que les Républicains n'ont pu obtenir par la voie législative, ils l'ont recherché par d'autres biais. Sur le long terme, les nominations de juges fédéraux conservateurs représentent une victoire politique très importante. Mais ce que l'historien retiendra avant tout, au-delà des affaires judiciaires et de l'ingérence russe, est que l'administration Trump a été marquée, du début à la fin, par une volonté farouche de réduire l'immigration aux États-Unis sous toutes ses formes. D'aucuns avaient imaginé qu'une fois qu'il serait élu, la rhétorique de campagne de Trump, empreinte de xénophobie et d'islamophobie, laisserait place à une gouvernance plus traditionnelle. Il n'en fut rien. La présidence Trump est un cas d'école de démantèlement administratif des services d'immigration de la part du pouvoir exécutif.